

REPUBLIQUE FRANCAISE



PEYPIN

DOSSIER : N° PC 013 073 24 00014 M02

Déposé le : 30/07/2025

Complété le : 28/08/2025

Demandeur : Madame BOUSBIH Ebtissem

Nature des travaux : Construction d'une maison individuelle

Objet des modifications : Agrandissement d'une maison, modification de l'implantation et des façades

Sur un terrain sis à : Chemin du Puits Armand à PEYPIN (13124)

Référence(s) cadastrale(s) : 73 AZ 121

ARR\_URB\_2025\_115

## ARRÊTÉ

**accordant un modificatif de permis de construire  
délivré par le Maire au nom de la commune de PEYPIN**

**Le Maire de la commune de PEYPIN**

VU le Permis de Construire initial N° PC 013 073 24 00014 délivré le 18/12/2024 ;

VU la demande de Permis de Construire modificatif présentée le 30/07/2025 par Madame BOUSBIH Ebtissem :

- pour la construction d'une maison individuelle ;
- sur un terrain situé Chemin du Puits Armand à PEYPIN (13124) ;
- pour une surface de plancher créée de 71,67 m<sup>2</sup> ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants ;

VU le PPR retrait-gonflement des argiles approuvé le 27/02/2017 ;

VU le PPR minier (lignite)/carrières souterraines (pierre à ciment) approuvé le 15/04/2021 ;

VU le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Pays d'Aubagne et de l'Etoile approuvé par délibération du CM (....) le 29/06/2023 ;

VU la situation du terrain en zone UT2 ;

VU les pièces complémentaires déposées le 28/08/2025 ;

VU l'avis sans observation de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine des Bouches-du-Rhône en date du 13/08/2025 ;

VU l'avis Favorable avec réserve du Service Pluvial AMP Métropole en date du 08/08/2025 ;

VU l'avis Favorable du Service Pluvial AMP Métropole en date du 22/09/2025 ;

## ARRÊTE

### Article 1

Le présent Permis de Construire modificatif est **ACCORDE**.

## Article 2

Les prescriptions énoncées par l'arrêté accordant le permis initial et suivants demeurent en vigueur.

## Article 3

Le présent permis ne porte pas modification du délai de validité du permis de construire initial.

PEYPIN, le 24 SEP. 2025

Frédéric GIBELOT  
Maire de PEYPIN



**NOTA BENE 1 :** Le terrain étant situé en zone de sismicité 2 (faible) selon la carte d'aléa sismique en vigueur au 1<sup>er</sup> mai 2011, le projet doit être réalisé dans le respect des règles de la classification et de la construction parasismique PS.92 ou eurocodes 8 (EC8) suivant décrets n°2010-1254 et n°2010-1255 du 22/10/2010 et de l'arrêté du 22/10/2010.

**NOTA BENE 2 :** La présente autorisation peut être le fait générateur de taxes et de participation d'urbanisme. L'avis d'imposition correspondant sera adressé par le Trésor Public au pétitionnaire.

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

#### **Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

#### **Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

#### **Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

#### **Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévu par l'article L.242-1 du code des assurances.